

« Laissez-nous vivre ! » : dans le Béarn, les rêves et les cauchemars des enfants d'agriculteurs

Article de Luc Bronner paru dans le journal Le Monde du 19 octobre 2021

https://www.lemonde.fr/fragments-de-france/article/2021/10/19/laissez-nous-vivre-dans-le-bearn-les-reves-et-les-cauchemars-des-enfants-d-agriculteurs_6099001_6095744.html

Au lycée agricole de Pau-Montardon, s'épanouit une jeunesse rurale dont l'horizon est souvent la reprise de l'exploitation familiale. Un destin tout tracé qui sécurise l'avenir mais qui comprend aussi son lot d'inquiétudes.

« *Vous êtes heureux ?* »

Une fois, dix fois, vingt fois, la réponse est la même, sans hésitation et avec le sourire vaguement étonné : « *Oui, oui !* » Des voisines d'une chambrée à l'internat qui papotent avant l'extinction des lumières. Des copains de terminale qui finissent leur déjeuner à la cantine. Des élèves de BTS qui participent à un cours de travaux pratiques pour apprendre comment immobiliser une vache sans la blesser ni se mettre en danger. Des apprentis qui suivent sans comprendre un cours d'espagnol en attendant la sonnerie qui les libérera enfin. Des 1^{res} qui patientent avant une leçon technique sur l'élevage des animaux.

Dans les couloirs, les chambres et les salles de classe du lycée agricole de Montardon, en périphérie de Pau (Pyrénées-Atlantiques), grandit une jeunesse, rurale, connectée à tous les réseaux sociaux, mixte mais sans diversité ethnique, dont l'horizon, les pieds sur terre, est celui de la sueur et du labeur. Avec l'assurance de ceux et celles qui savent ce qu'ils sont et ce qu'ils vont être. Avec les craintes de ceux qui n'ont pas complètement le choix non plus.

Charles Elgoyhen a le rire éclatant de son âge (16 ans) et les projets d'un adulte : reprendre un jour la ferme familiale de 650 brebis et 80 chevaux dans la vallée d'Aspe. Margot Labourdette, 17 ans, fille d'une mère pâtissière et d'un père éleveur de bovins, fait visiter sa chambre à l'internat où les décorations colorées respirent l'enfance qui s'échappe. Son rêve est de reprendre l'exploitation de son père (120 têtes) pour continuer de faire grandir le cheptel en améliorant, encore et encore, le travail de sélection génétique de ses bêtes. « *Comme mon grand-père, mon père, mon tonton* », dit-elle.

Louis Perrin, 18 ans, attendra un peu mais il est écrit qu'il prendra la succession de ses parents, éleveurs de canards, gavés dans un double bâtiment de 1 800 places. Alexandre Tisnerat, 19 ans, reprendra aussi l'activité un jour : 40 blondes d'Aquitaine, une race de vache particulièrement productive, et 320 basco-béarnaises, des brebis dont le lait sert à produire un fromage de qualité, l'ossau-iraty, et qui ont le mérite d'être rustiques, donc résistantes.

« *Vous êtes heureux ?* » Oui, et pourtant, cette jeunesse, plus que d'autres, a une conscience aiguë des difficultés et des fragilités du métier d'agriculteur. Ils savent que les plus désespérés en viennent parfois à se suicider, emportés par les blessures de l'échec. Ils savent aussi que le salaire horaire est dérisoire pour les exploitants, que les fermes abandonnées sont nombreuses, que les cours de la viande ou du lait ne permettent pas de payer les salariés au-dessus du smic ; et que, en revanche, les cours des métaux, des engrais ou des matériaux peuvent tout renchérir du jour au lendemain.

« *Chez mes parents, le devis de la stabulation [étable] est passé de 150 000 à 210 000 euros en un an* », raconte Fanny Roulate, 16 ans (120 vaches laitières) devant sa purée-saucisse et ses copains de cantine effarés. « *Mon père, il s'y connaît dans les vaches, pas dans les chiffres* », résume Nicolas Cazes, 18 ans, sa mère retraitée des hypermarchés Carrefour, son père éleveur de blondes d'Aquitaine. « *J'ai envie de m'installer dans la ferme de mon père et d'en vivre même si lui n'y est pas arrivé* », dit simplement Baptiste Miquel, 18 ans (65 hectares de céréales), en racontant que son

père a fini par prendre un emploi de chauffeur-livreur en plus de l'exploitation pour gagner un revenu décent.

La transmission n'est pas seulement patrimoniale, affaire d'hectares à entretenir, de devis pour la stabulation, de nombre de têtes de bétail ou de prêts qu'il reste à rembourser à la Caisse d'épargne ou au Crédit agricole. Elle est aussi un mode de vie, une histoire d'identité familiale et de culture régionale, de lien avec la nature et les animaux, et cette jeunesse agricole, devenue minoritaire, même en territoire rural, s'en sent dépositaire. « *Dès que je rentrais de l'école, je posais mon sac, je parlais avec mon papy, c'est lui qui m'a tout montré* », raconte ainsi, avec émotion, Dorian Crabos, 18 ans, en évoquant les gestes transmis par le vieil homme. « *On se disputait dès fois, mais je revenais toujours. Lui aussi...* » Sa mère, 44 ans, a repris provisoirement l'exploitation (200 vaches, 90 hectares) le temps qu'il termine sa formation. Le « *papy* », lui, continue de travailler malgré la retraite, malgré l'âge. Il viendra jusqu'au bout, parce que c'est sa vie.

Un entre-soi réconfortant

Dans chaque classe, il y a un élève pour raconter l'histoire d'un grand-parent qui l'a marqué, accompagné, éduqué. « *Mon modèle, c'est ma grand-mère. C'est une pied-noir. Elle a tout recommencé de zéro quand elle est revenue en France* », explique Margaux Peyri-Capera, 18 ans, dont les parents sont employés chez Maisadour, une société coopérative géante implantée principalement dans le Sud-Ouest (1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2019). « *Mon grand-père m'impressionne. Il a 86 ans et il vient toujours bosser. Sinon, il ne saurait pas quoi faire de ses journées* », glisse Hugo Saint-Louboué, 18 ans, en BTS pour se préparer à la reprise de l'élevage familial de porcs en plein air.

Le lycée agricole a, pour beaucoup, été un soulagement. Car les mots des autres enfants au collège étaient parfois douloureux, y compris dans le monde rural, rarement tendre, pour exprimer leur mépris des « *mange-maïs* », des « *ploucs* » ou des « *bouseux* » – ce sont leurs citations. Certains avaient honte de dire la profession de leurs parents pour éviter les moqueries sur l'odeur, les vêtements. S'ils sont heureux, ici, c'est aussi parce qu'ils se sentent entre eux. Mêmes valeurs. Mêmes repères. Mêmes modes de vie. L'assurance de l'entre-soi dans un monde jugé en partie hostile.

« *On a été élevés comme ça.* » Cela ne les empêche pas de se moquer les uns des autres avec humour. « *Je pars de zéro mais mon rêve, c'est de faire des fromages de chèvre* », expose ainsi Clara Bounneau, 18 ans, devant ses camarades de BTS. « *Les chèvres, c'est un peu con* », provoque Romain Vignolo, même âge, le rigolo de la bande. « *Et le blé, à toi, il te parle ?* », lui rétorque sa voisine. « *Moi, les vaches, je leur parle en tout cas* », répond Baptiste Miquel, copain de Romain depuis la maternelle, colocataire avec lui d'un appartement dans Pau pour leur année de BTS. Eclat de rire général. « *Vous voyez, on est heureux. Ici, on n'est pas jugés.* »

Leurs journées scolaires sont remplies comme celles des autres jeunes de leur âge. La différence, c'est que leurs jours de repos n'en sont pas. Beaucoup aident les parents le week-end ou pendant les vacances. Adrien Lafontaine, 19 ans, a fait des saisons d'été comme berger à crapahuter entre la cabane familiale à 2 100 mètres d'altitude et le haut de l'alpage à 2 800 mètres. Il a aussi travaillé au service de ramassage des ordures du canton pour gagner de l'argent. Jessica Courtié, 18 ans, 300 brebis, 25 vaches, a passé les trois mois d'été dans la montagne d'Ossau comme bergère. De 6 heures à 21 heures, avec son père ou sa belle-mère, tous les jours. Sans connexion portable. Et seulement trois allers-retours dans la vallée au total entre juin et septembre. « *T'es obligé d'avoir du mental ! On a été élevés dans ça, voilà.* »

Combien sont partis en vacances en famille pendant leur enfance ? Très peu. Dans la France des congés payés, les parents se sont accordé au mieux deux semaines par an, le plus souvent une petite semaine. Parfois moins. « *On n'est jamais partis en vacances. Sauf une fois avec le collège pour aller à Arles. On a vécu notre enfance dans ce monde, on a grandi là-dedans, c'est notre vie* »,

témoigne Pauline Duran Carrère, 16 ans, 220 brebis, 50 vaches, 80 cochons, 80 lapins. « *Mes parents n'ont jamais pris de vacances, sauf une journée de temps en temps* », se souvient Laurine Salis, 19 ans, 50 blondes d'Aquitaine et des poules pondeuses. « *Ta mère, elle râle pas ?* », lui demande Stella Bourda, sa copine de classe (150 vaches laitières). « *Mon père, il voudra pas, il s'est habitué.* » Haussement des épaules. C'est ainsi. « *La France des congés payants, c'est nous* », plaisante un autre.

Ils savent aussi, mieux que quiconque, combien la société urbaine est rugueuse, exigeante, contradictoire vis-à-vis du monde agricole, entre pression à la baisse sur les prix et exigence de qualité à la hausse des consommateurs. Les débats sur l'écologie, sur le bien-être animal, sur les pollutions agricoles ont durci les rapports humains. Tous ou presque ont des exemples de frictions, parfois d'accrochages, vécus directement ou racontés par un proche, avec des passants, des touristes, des voisins. La gendarmerie appelée parce que les tracteurs tournent le dimanche après-midi dans les champs alors qu'il fait beau. Les doigts d'honneur des conducteurs sur la route lorsqu'arrive la pulvérisation des produits phytosanitaires. L'odeur du lisier de porc qui exaspère les nouveaux arrivants – et les anciens aussi, il est vrai. Le bruit des vaches, celui des chiens, des tracteurs, des fusils pendant la chasse.

« *Je me suis déjà fait attraper sur un marché avec des gens qui nous ont dit : "Vous n'avez pas honte de gaver les canards ?"* », explique Louis Perrin. Il a répondu non, de sa voix bien forte. Au nom des traditions. Et du principe de la demande et de l'offre : si la première se maintient, la seconde suit, vérité intangible depuis qu'il existe des marchés aux veaux, vaches, moutons et autres canards.

Ils ont vu les Biocoop et les rayons bio ouvrir un peu partout, y compris dans les coopératives agricoles. Ils savent que les circuits courts sont plébiscités – mais demeurent marginaux en volume, donc en chiffre d'affaires. Ils rêvent de faire leur fromage, de transformer leurs produits pour récupérer un bout des profits qui nourrissent aujourd'hui les intermédiaires. Ils entendent que les modes de consommation sont en train d'évoluer. Qu'une partie des consommateurs affirment être prêts à manger moins de viande mais de meilleure qualité. « *On le sait ! On est venus en BTS pour ne pas faire exactement ce que font nos parents* », témoigne une élève. Leurs enseignants leur expliquent que l'agriculture devra toujours s'adapter à la demande sociale et environnementale. Mais ils n'ignorent pas que les promesses de juste prix n'engagent, depuis longtemps, que ceux qui y croient.

Soixante-dix heures par semaine pour moins que le smic

Des élèves de terminale « production animale » visitent l'exploitation d'un éleveur de brebis et de chèvres installé à Rébénacq, à une trentaine de kilomètres de leur lycée. Ils passent un long moment à caresser les chèvres et à prendre des photos qu'ils publieront plus tard sur Instagram ou Snapchat. Christophe Guédot, 500 brebis et 140 chèvres, leur raconte son histoire, les quinze générations qui l'ont précédé sur les terres familiales, comment il a fait évoluer ses pratiques pour diminuer la consommation de maïs en utilisant les foin de ses prairies séchées dans la grange. La production de lait a augmenté, les coûts ont baissé, mais l'éleveur continue de gagner nettement moins que le smic mensuel. Tout cela avec, en moyenne, soixante-dix heures par semaine de travail harassant. Sans surprise, il peine aussi à trouver des salariés, trop peu payés au vu des contraintes. « *Si vous connaissez quelqu'un, dites-le moi, on embauche. Si l'un de vous arrête ses études, on peut l'embaucher.* »

Le silence des élèves se fait un peu plus intense quand l'agriculteur fait le récit des attaques des ours, à la fin de l'été, dans les alpages. Trois nuits successives d'angoisse lorsque quatre d'entre eux ont voulu attaquer le troupeau pourtant défendu par six patous, ces chiens de défense qui ne craignent ni l'ours, ni le loup, ni les touristes. Les éleveurs ont fini par jeter des pétards pour effrayer les plantigrades, qui ont dû se rabattre temporairement sur les myrtilles et les framboises,

heureusement disponibles en quantité cette année.

« *Les mêmes qui nous disent qu'il faut s'occuper du bien-être animal trouvent normal que des ours terrorisent ou tuent les brebis dans les troupeaux. Là, il n'y a plus de bien-être animal ?* », fait semblant de s'interroger Gabriel Tardé, 17 ans « *et demi* », dont les parents élèvent chevaux et canards dans le Lot-et-Garonne. Derrière les disputes sur les ours s'opposent des conceptions radicalement différentes de la nature, du monde animal et de la place des hommes dans les montagnes et les campagnes. « *Et puis, il y a les végans. Pffffff* », s'agace un BTS. « *Le véganisme, c'est un mouvement violent* », dit un de ses voisins. « *Des extrémistes* », assure un autre.

La hantise de cette jeunesse agricole, le cauchemar de ces jeunes, c'est une société où les végans et les écologistes militants imposeraient leurs visions. « *Déjà les médias ne parlent que d'eux et des vidéos sur les abattoirs – mais nous non plus on n'est pas d'accord avec ces pratiques, il faut juste ne pas dire que ça se passe de cette façon partout* », s'énervait Romain Vignolo, redevenu grave comme sa voix.

Les boucheries taguées couleur rouge sang les ont choqués, blessés même. « *Je suis éleveur, je suis fier de dire que j'ai amené un veau à la boucherie. Ils vont me dire : pourquoi t'es fier ? Mais c'est le résultat de mon travail !* », continue Romain Vignolo. Les mots sont durs parce qu'ils craignent l'effet de contagion et une remise en cause de leur identité, pas seulement de leur métier. « *S'ils veulent manger de l'herbe, qu'ils le fassent. Mais qu'ils n'interdisent pas aux autres de faire ce qu'ils veulent* », dénonce Manon Labarthète, 17 ans. « *Les écolos, ils sont contre tout. Ils ne nous comprennent pas parce que des traditions ils n'en ont pas beaucoup* », relève Christelle Peyhorgue, 17 ans, fille d'une aide-soignante et d'un éleveur de brebis dans la vallée d'Ossau.

Si un jour cette génération qui n'a, elle, jamais pris l'avion doit se mobiliser, ce sera pour la chasse ou pour l'agriculture. Pas pour Greta Thunberg. Plusieurs élèves ont ainsi défilé, mi-septembre, à Mont-de-Marsan lors d'une manifestation organisée par les fédérations de chasseurs pour défendre « *la ruralité* », la chasse et les traditions. Il y avait entre 16 000 et 20 000 manifestants, selon les sources, un chiffre considérable qui témoigne de l'ampleur des craintes dans le monde rural et qui résonne comme un avertissement à sept mois de la présidentielle. « *Pourquoi ils veulent nous enlever nos passions ?* », interroge un élève de BTS en apprentissage. « *Mais qu'est-ce qu'on a fait ?* », demande un autre. Clément Dufau, en terminale, fils d'une institutrice et d'un producteur de maïs et de tournesol sur 230 hectares, a participé au cortège des chasseurs au nom de la défense des « *traditions* ». Il l'exprime avec ses mots : « *C'est simple, on a juste envie de dire : Laissez-nous vivre ! Qu'on nous laisse tranquilles ! On ne demande pas grand-chose de plus.* »

La politique, continent inconnu

Pour le reste, la politique demeure un continent inconnu. Sauf exceptions, rarissimes, personne ne sait pour qui voter en avril 2022 pour l'élection présidentielle. Ils suivront l'avis des parents ou écouteront les débats dans la dernière ligne droite pour se forger une opinion. Cela n'empêche pas, comme dans tous les milieux sociaux, des formulations très raides à l'encontre du monde politique. « *Les politiques sont là pour engraisser le CAC 40* », fustige Manon Darthos, 20 ans, dont les parents engraisent eux-mêmes des canards, élèvent des vaches et vendent du matériel agricole. « *C'est Bruxelles qui dirige. Il n'y a pas de pouvoir dans l'agriculture en France* », se désole, de son côté, Baptiste Miquel. Comme beaucoup, il ira voter en 2022, c'est certain, mais il ne sait pas pour qui. Trop flou.

À les entendre, la précision supposée des sondages ressemble à une fable. C'est l'indécision qui l'emporte. La distance. Une forme d'incompréhension du monde politique, aussi. « *La droite et la gauche, j'ai jamais compris la différence* », signale une terminale. « *Aux régionales, j'ai choisi en lisant les tracts* », raconte Jessica Courtié. « *Je suis allée voter mais je n'ai rien mis dans l'enveloppe. Je ne sais pas où me placer. Mes parents ne vont pas voter, ils n'ont pas le temps* », explique Inès Aoustet, 18 ans, apprentie dans une entreprise spécialisée dans la salaison de porcs.

« *Je comprends pas, c'est ça le truc* », note Faustine Boueilh, 18 ans, dont les deux parents sont agriculteurs. « *Si t'as pas ton idéologie propre, c'est compliqué* », relève Hugo Saint-Louboué, 18 ans. « *J'ai voté aux régionales. Avant, j'avais demandé à mon père, il m'a dit : "Tu fais comme tu veux." Mais je ne sais plus pour qui c'était* », explique Eloïse Gibault, 18 ans, mère institutrice, père producteur de céréales et éleveur de sangliers.

Dans le bus qui ramène les terminales de leur visite scolaire chez un éleveur de chèvres et de brebis, les élèves chantent à tue-tête les chansons d'amour de Nadau, un groupe star chez toutes les classes d'âge dans le Sud-Ouest : « *Mon Dieu que j'en suis à mon aise/Quand ma mie est auprès de moi/Tout doucement je la regarde/Et je lui dis embrasse-moi.* » Cette jeunesse écoute le rappeur Jul, bien sûr, mais aussi Francis Cabrel ou Jean-Jacques Goldman. Les filles de BTS adorent la musique latino. Les garçons jouent au rugby, une poignée de filles aussi. Elles sont cependant bien plus nombreuses à pratiquer l'équitation. Les soirées préférées restent celles organisées par les comités des fêtes de leurs villages. « *On prend pas beaucoup de vacances mais tous les samedis soirs à 20 heures, il n'y a jamais personne chez moi, on va faire la fête, on va chanter* », sourit Adrien Lafontaine.

A l'instar de leur génération, les élèves du lycée agricole épuisent volontiers les batteries de leurs téléphones sur Snapchat, TikTok, YouTube ou Instagram. Ils y parlent de cours, d'amour, de musique, de séries mais aussi de chasse ou de leurs fêtes. Dans la classe de BTS, on compte une bonne dizaine de personnes en couple sur trente élèves – on se rencontre sans application. Même proportion en terminale, selon le décompte non officiel effectué par les filles de la classe. Le mouvement #metoo et les débats sur le genre qui ont mobilisé une partie de la jeunesse urbaine et diplômée depuis trois ans ? Des regards qui s'échangent. Silence. « *Ah si, croit savoir l'une des élèves, une prof nous en avait parlé en anglais.* » Même chose chez les BTS. #metoo ? « *Non, je ne sais pas ce que c'est.* » « *Un truc dans le cinéma.* » « *C'est sur le consentement dans les couples.* » « *Les violences conjugales.* » La plupart ne connaissent pas ou à peine. Une autre histoire, un autre monde, une autre jeunesse. Chacun son Snap, chacun son Instagram, chacun sa bulle sociale, chacun son sillon.